Bureau de Dépôt BRUXELLES X - Numéro d'agrément P201010
[ne paraît pas en juillet et en août]

ENTRAIDE& FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre!

mensuel n° 233 | octobre 2026

© ASBL Les P'tits Dons de Pétillons

Édito

© Valérie Martin
directrice de la communication

Soutenir et non fragiliser la lutte contre la pauvreté

Des cours de cuisine à Barvaux. Une douche, une machine à laver et un accueil sans condition à Namur. À première vue, rien de spectaculaire dans les deux projets que nous vous présentons dans ce numéro. Pas de grande manifestation, pas de réforme annoncée en grande pompe. Juste des gens, des lieux, des gestes du quotidien. Et pourtant, ce choix n'a rien d'anodin.

Pendant que les budgets de l'aide sociale se resserrent, que les files s'allongent aux CPAS et que plus de 600.000 personnes recourent aujourd'hui à l'aide alimentaire en Belgique, il aurait été tentant de ne parler que des chiffres, des politiques, des décisions prises loin des personnes qu'elles affectent.

Dans les initiatives locales présentées ici se joue quelque chose d'essentiel. Aux P'tits Dons de Pétillons, on ne se contente pas de distribuer des colis : on apprend à cuisiner, à choisir, à transmettre. À Li P'tite Buweye, ce même souci de dignité se traduit autrement : offrir un lieu où l'on peut se laver, se poser, être écouté avant même de penser à une démarche administrative parce que, sans ce premier pas, aucun accompagnement n'est possible.

Mettre en lumière ces deux associations, ce n'est donc pas se détourner des enjeux structurels, bien au contraire. C'est montrer que la lutte contre la pauvreté se gagne aussi à cette échelle-là, dans ces gestes de proximité trop souvent invisibles, et rappeler aux pouvoirs publics qu'ils ont la responsabilité de soutenir, et non de fragiliser, ce qui se construit sur le terrain.

Contre la pauvreté, faire pétiller la solidarité

Valérie Martin et Chouette Mwamikazi

À Barvaux, l'ASBL Les P'tits Dons de Pétillons transforment la solidarité en actions concrètes : une camionnette qui va vers les personnes précarisées, des groupes de parole, des ateliers où l'on apprend à cuisiner sainement avec un petit budget… Lutter contre la précarité alimentaire ne consiste pas seulement à remplir une assiette. C'est aussi permettre de choisir, apprendre, transmettre et retrouver le plaisir de préparer et de partager un repas.

Née de l'élan citoyen et du désir de partage, l'ASBL Les P'tits Dons de Pétillons puise ses racines au cœur de la commune de Durbuy. Tout commence entre 2010 et 2012 à Barvaux-sur-Ourthe, avec la création du Collectif Citoyens Pétillons, un groupe de bénévoles désireux de promouvoir l'écologie et la solidarité locale. Au fil des années, le collectif multiplie les actions concrètes comme les donneries ou l'installation de boîtes à dons. C'est tout naturellement que le nom évolue pour devenir « Les P'tits Dons de Pétillons », avant que l'initiative ne se structure officiellement en ASBL en 2019. Aujourd'hui, ce nom porte toujours l'ADN de ses débuts : un clin d'œil à son ancrage d'origine et une célébration du partage de proximité.

Depuis 2022, Action Vivre Ensemble soutient cette association locale avec une même ambition : lutter contre la pauvreté en renforçant l'autonomie, la dignité et le pouvoir d'agir des personnes.

« *Un peu comme tout le monde, quand on a droit aux colis alimentaires, on va se contenter de ce qui est fourni* », explique Johann Vanherweghem, administrateur de l'ASBL et habitant de la commune de Durbuy. Souvent, des conserves ou des plats tout préparés. Puis, petit à petit, l'envie est venue de manger autrement. « *J'ai découvert ici l'expérience du bar à soupes, où on avait des légumes cuisinés venant des Incroyables Comestibles et du jardin partagé. Ça m'a donné envie réellement d'en faire profiter un maximum de personnes.* »

Le mouvement mondial des Incroyables Comestibles - qui consiste à planter des fruits, légumes et herbes aromatiques dans l'espace public pour les partager gratuitement - est bien vivant en province de Luxembourg.

À l'atelier « Je cuisine sans chichi », on apprend collectivement à cuisiner et conserver les produits de l'aide alimentaire.

© ASBL Les P'tits Dons de Pétillons

© ASBL Les P'tits Dons de Pétillons

© ASBL Les P'tits Dons de Pétillons

Il s'invite dans différentes entités de la province où plusieurs communes et collectifs citoyens ont adopté cette initiative solidaire : Florenville, Virton, Martellange, Nassogne et Durbuy. Le fonctionnement repose sur l'autogestion citoyenne.

La pauvreté peut aussi signifier renoncer à certains déplacements, réduire la qualité ou la diversité de son alimentation, s'isoler ou perdre peu à peu la possibilité de choisir. « *Pour pouvoir cuisiner, il faut un toit, il faut une cuisinière, il faut un minimum de matériel,* souligne Johann. *Lorsqu'on est, par exemple, à la rue ou dans des maisons insalubres, il n'y a pas moyen de se débrouiller. Il faut d'abord manger, et puis après essayer de manger sainement.* » En milieu rural, où les distances compliquent l'accès à certains services, ces difficultés peuvent rapidement se cumuler.

En 2022, Action Vivre Ensemble a contribué à l'achat d'une camionnette ainsi qu'à la mise en place de groupes de parole citoyens.

Dans une région rurale, la mobilité peut faire une réelle différence. Pétille Mobile, (surnom de la camionnette) permet de transporter les dons, de soutenir les activités de l'association et surtout d'aller vers davantage de personnes.

Une cuisine contre la précarité

En 2025 et 2026, le partenariat se poursuit avec « La cuisine sans chichi, pétillante, locale, saine et pas chère ».

Avec « Je cuisine sans chichi », les participants et participantes apprennent collectivement à cuisiner et conserver au mieux les produits issus notamment de l'aide alimentaire, afin d'éviter le gaspillage et la monotonie. Johann y participe activement pour la modique somme de deux euros.

« *Aujourd'hui, c'est un menu trois services : entrée, plat, dessert* », annonce l'animatrice de l'atelier de cuisine. Au menu, ce jour-là, des légumes « *avec de l'aide alimentaire, avec des surplus de grands magasins, avec des fruits et légumes venant de petits producteurs, un peu cabossés, un peu moches, mais qui sont très bons et plein de vitamines* ».

Les personnes ne sont plus uniquement bénéficiaires d'une aide : elles participent pleinement à un projet collectif.

Johann Vanherweghem, habitant de Durbuy, administrateur de l'ASBL Les P'tits Dons de Pétillons.

Groupes de parole citoyens aux P'tits Dons des Pétillons : un espace d'écoute et d'échange autour du projet.

La « cuisine des 5 S » propose, quant à elle, des recettes répondant à cinq critères : savoureuses, saines, simples, saisonnières et sympathiques pour le portefeuille.

Car lutter contre la précarité alimentaire ne consiste pas seulement à remplir une assiette. C'est aussi permettre de choisir, apprendre, transmettre et retrouver le plaisir de préparer et partager un repas. Les personnes ne sont plus uniquement bénéficiaires d'une aide : elles participent pleinement à un projet collectif. « *Au niveau de notre ASBL, c'est un pas pour aller mieux*, résume Johann. *C'est un chemin où on arrive quand même à faire participer un maximum de personnes.* » Mais il refuse toute illusion : « *Maintenant, ce n'est pas la solution. La solution, ce serait qu'il n'y ait plus de faim dans le monde, et que tout le monde puisse manger dignement et sainement à sa faim, sans devoir par moments bénéficier de ces colis. C'est un sparadrap sur une blessure : ça aide, le sparadrap, mais ce n'est pas suffisant. Vaut mieux qu'il n'y ait plus de blessures.* » Il conclut pourtant avec conviction : « *Ce n'est pas toujours évident, mais en travaillant avec des jardins partagés, les Incroyables Comestibles, en récupérant chez des petits producteurs leurs invendus ou autres, il y a moyen de bien se nourrir avec peu de moyens.* »

Au terme de ce projet triennal, un livre de recettes, publié avec le soutien d'Action Vivre Ensemble, permettra de transmettre plus largement les expériences et astuces nées de ces ateliers. Parce que, parfois, pour faire reculer l'exclusion, tout commence par une camionnette, une casserole… et des personnes, comme Johann, qui décident de ne plus subir la précarité mais de faire vivre la solidarité.

Ce soutien illustre la volonté d'Action Vivre Ensemble : donner des moyens aux associations qui connaissent leur territoire et construisent, au plus près des réalités vécues, des réponses adaptées à la pauvreté.

Li P'tite Buweye : un lieu pour se poser et se reconstruire

Valérie Martin

© ASBL Li P'tit Buweye

Dans le climat social tendu que traverse la Belgique - budgets de l'aide sociale revus à la baisse, files d'attente qui s'allongent aux CPAS, précarité qui touche des publics toujours plus importants - certains lieux résistent, à leur échelle, en offrant bien plus qu'un abri : un temps pour souffler et un espace pour se reconstruire. À Namur, le centre de jour de Li P'tite Buweye permet tout cela en accueillant les personnes sans abri la journée pour une douche, une lessive, une écoute bienveillante.

Le centre de jour baptisé Li P'tite Buweye - la petite lessive en wallon namurois - s'adresse en priorité aux personnes sans abri, mal logées ou en situation de grande précarité sociale. Ici, pas de logique de guichet : l'accueil se veut chaleureux et sécurisant et inconditionnel, pensé comme un sas où l'on peut se poser, se reposer, et retrouver, peu à peu, un peu de confiance en soi.

Répondre d'abord à l'essentiel

Avant toute chose, le centre répond aux besoins les plus concrets : accès à une douche, une machine à laver, des vêtements propres. Des gestes simples mais importants quand on a passé une nuit glaciale à la rue. Se laver, se changer, c'est aussi retrouver une part de dignité, une condition pour oser franchir la porte d'une administration ou se présenter à un rendez-vous.

Un accompagnement personnalisé et des activités éducatives, créatives ou thérapeutiques sont proposés, pensés comme de véritables leviers de reconstruction personnelle et de réintégration sociale. Le centre ne travaille jamais seul : il s'inscrit dans un réseau de partenaires locaux.

Un bureau, pour mieux accompagner

Aujourd'hui, l'équipe de Li P'tite Buweye porte un nouveau projet, plus modeste en apparence mais tout aussi essentiel : l'aménagement d'un espace de travail et d'accueil au sein même du centre.

L'objectif est double. D'une part, offrir aux travailleurs sociaux un cadre de travail digne de ce nom : propice à la concentration, à la collaboration mais aussi au repos, tant l'épuisement guette dans ce type de métiers de première ligne. D'autre part, créer un lieu d'échanges confidentiels, où les personnes accueillies pourront être reçues dans des conditions plus sereines, loin du brouhaha, pour que l'écoute et l'accompagnement puissent réellement se déployer.

Cet aménagement permettra d'accueillir chaque personne dans sa singularité, dans des lieux appropriés et avec des professionnels en mesure d'accueillir dans les meilleures conditions possibles.

© ASBL Li P'tit Buweye

Femmes et agricultrices : une précarité dédoublée

Eloïse Tuerlinckx

Le monde agricole belge est traversé par la précarité : 20% des agriculteurs et agricultrices ont un revenu qui se situe sous le seuil de pauvreté. Cette précarité est le résultat de la conjonction de multiples facteurs : un système de production mondialisé où les prix sont dictés par un marché compétitif aux nombreux intermédiaires, des crises climatiques et sanitaires récurrentes, etc. Derrière cette statistique se cachent également quantité de parcours très différents, avec une constante : les femmes sont davantage exposées à la précarité que leurs homologues masculins. Résumé d'une analyse d'Éloïse Tuerlinckx.

© Shutterstock

L'agriculture belge est marquée par une forte précarité : 20% des agriculteurs et agricultrices vivent sous le seuil de pauvreté. Si les médias annoncent parfois un revenu moyen proche du salaire belge, ce chiffre masque une réalité très hétérogène : en Wallonie, 20% des exploitants et exploitantes ont un revenu nul ou négatif, tandis que 20% dépassent 60.000€ annuels. Des études anciennes (KULeuven) et récentes (FedeAU à Bruxelles) confirment des revenus souvent inférieurs au revenu d'intégration ou au salaire minimum, pour des journées de travail dépassant 10 heures, week-ends compris. Un agriculteur ou une agricultrice sur cinq diversifie son activité pour survivre, et la précarité se prolonge à la retraite faute d'épargne suffisante.

Cette situation s'accompagne d'un tabou : le non-recours aux droits sociaux est fréquent, par honte, par peur du jugement dans un milieu rural où tout se sait, et à cause d'une stigmatisation des bénéficiaires d'aide sociale renforcée par certains discours publics. Paradoxalement, c'est dans ces zones rurales que le désengagement des services publics (transports, crèches, santé) rend la précarité plus dure.

L'analyse déconstruit aussi des idées reçues : être propriétaire de son logement ne dit rien de son état (logements vieux, énergivores) ni de la propriété des terres, majoritairement louées (60%). Le manque de revenu isole socialement, jusqu'à des choix comme vivre en caravane. Enfin, produire de la nourriture ne garantit pas de bien se nourrir, l'agriculture moderne étant très spécialisée.

La double précarité des femmes est détaillée selon trois axes.

1

L'accès à la terre : les agricultrices obtiennent plus difficilement des prêts bancaires, l'héritage des exploitations favorise traditionnellement les fils, et l'imaginaire collectif associe l'agriculture aux hommes. Une agricultrice non copropriétaire dépend juridiquement et économiquement de son conjoint, dans un contexte où le prix des terres wallonnes a bondi de 44% en six ans.

2

Le statut de conjoint aidant : porté à 80% par des femmes, ce statut reconnaît leur contribution (pension, séparation) mais reste en-deçà de la protection d'un statut d'indépendante à part entière et ne règle pas les inégalités structurelles.

3

Le travail saisonnier : environ 45.000 personnes, majoritairement d'Europe de l'Est, effectuent des récoltes en Belgique sous un cadre légal qualifié « d'utilitarisme migratoire » par la Confédération paysanne française : contrats journaliers, jusqu'à 11h/jour et 50h/semaine, sans charges sociales, heures supplémentaires parfois impayées, remplacement facile en cas de revendication. Les femmes migrantes y cumulent précarité administrative, absence de protection sociale effective et exposition accrue aux violences de genre, aggravées par l'isolement géographique et la dépendance à l'employeur pour le logement.

Le manque de politiques genrées est pointé comme cause structurelle : les dispositifs agricoles belges et européens intègrent très peu la dimension de genre. Un rapport d'Oxfam Belgique dénonce une incohérence flagrante : la Belgique valorise l'*empowerment* des agricultrices du Sud dans sa coopération internationale, mais néglige les agricultrices belges dans ses politiques internes, se limitant à des portraits inspirants sans mesures structurelles. Le manque de données sur la précarité genrée en agriculture illustre cette invisibilisation.

La précarité dans le monde agricole, mais pas uniquement, n'est pas une fatalité : elle est le produit de choix politiques et d'un système que l'on veut toujours plus productiviste. C'est la première revendication des agriculteurs et agricultrices lors des dernières manifestations : un prix juste pour leur travail. Seule une rémunération juste du travail agricole pourra garantir une stabilité économique et digne pour celles et ceux qui nous nourrissent.

Les femmes sont frappées de manière encore plus sévère que les hommes. S'attaquer à la précarité agricole sans s'attaquer aux inégalités de genre qui la structurent reviendrait à ne traiter que la moitié du problème.

Les agricultrices sont pourtant des actrices centrales de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables, plus résilients et plus ancrés dans les territoires. Leur donner les moyens réels d'exercer ce rôle (accès à la terre, protection sociale adéquate, politiques agricoles sensibles au genre, etc.) n'est pas seulement une question de justice : c'est aussi une condition de la transformation vers des systèmes alimentaires justes et durables.

Retrouvez cette analyse sur notre site internet : vivre-ensemble.be/publication/analyse2026-3/

Action Vivre Ensemble dans votre testament

Vous partagez les valeurs portées par Action Vivre Ensemble et vous envisagez peut-être un legs dans votre testament pour soutenir la lutte contre la pauvreté en Wallonie et à Brxuelles.

Pourquoi faire un legs à Action Vivre Ensemble ?

Inclure Action Vivre Ensemble dans son testament, c'est croire au monde d'après, **faire alliance avec des projets d'avenir.** C'est poser un acte fort qui affirme, **par-delà le temps de l'existence, la permanence de votre solidarité avec les personnes en situation de pauvreté,** votre foi en la vie plus forte que toute destruction dans notre monde ébranlé.

À quoi sert votre legs ?

Il n'y a pas de petit don, il n'y a pas de petit legs. Les legs ne sont pas réservés aux patrimoines importants. **Les legs sont un don vital pour les projets de lutte contre la pauvreté soutenus par Action Vivre Ensemble en Wallonie et à Bruxelles.**

Votre legs donne des moyens financiers pour que des femmes, des hommes et des enfants gagnent leurs combats pour retrouver leur autonomie alimentaire, un logement digne ou encore un accès à l'éducation et la formation.

Raymonde a choisi de prolonger après elle les valeurs qui l'ont guidée toute sa vie en faisant un legs à Action Vivre Ensemble. Son legs est un acte de confiance et de continuité. C'est un acte de vie.

Découvrez ici son témoignage : vivre-ensemble.be/raymonde

Pour obtenir notre brochure sur les legs et les testaments, appelez Catherine Houssiau au 0490 57 97 47.

« Contactez-moi en toute confidentialité. Je me déplace avec plaisir pour vous rencontrer et discuter ensemble de votre projet de testament. »

Léguer à Action Vivre Ensemble est une décision importante qui appelle évidemment à **la confiance la plus totale entre nous**. Je suis la chargée des legs à Action Vivre Ensemble. Avec notre experte juridique, nous pouvons vous aider à rédiger le testament qui correspond le mieux à vos attentes, faire des simulations chiffrées, répondre à toutes vos questions. Pour que vous puissiez vous rendre ensuite avec votre projet chez votre notaire et le faire enregistrer. **Contactez-moi en toute discrétion.**

Catherine Houssiau, chargée des testaments et legs
Gsm : 0490 57 97 47 - catherine.houssiau@entraide.be
vivre-ensemble.be/testament

ENTRAIDE& FRATERNITE ACTION VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège
rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous

Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination
C. Houssiau, V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable
Axelle Fischer

Studio et imprimerie
Snel à Vottem, Belgique

Crédits photos
Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.

MIXTE
Papier | Pour une gestion forestière responsable
FSC® C012447

Avec le soutien de
Belgique partenaire du développement
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.